

## COMMUNIQUÉ CONTRE LA RÉPRESSION DE NOS ÉLÈVES ET CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

À Saint-Denis, le 6 juillet 2023

Mardi 27 juin 2023, un adolescent de 17 ans originaire de Nanterre, a été tué de sang froid par un policier.

Nahel a été un de nos élèves. Nahel pourrait encore l'être s'il n'avait pas été victime du racisme systémique qui gangrène la police et nos institutions.

Jeune homme, perçu comme arabe, il faisait partie de ceux ciblés chaque jour par les propos et politiques réactionnaires auxquels l'Éducation Nationale peut participer parfois, main dans la main avec le Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer, toujours prompts à s'allier pour discipliner et déshumaniser les corps non-blancs, les corps colonisés.

Les questions, tragiques, sont toujours les mêmes. Combien d'élèves de nos établissements et de nos villes sont chaque jour l'objet de cette haine, de ces contrôles au faciès, de ces menaces et de ces humiliations ? Combien de familles devront encore vivre dans la peur de voir leurs enfants blessés et mutilés par une République raciste et islamophobe ?

La surenchère de lois, de décrets et d'arrêtés visant à brimer une partie de la population en raison de sa couleur de peau, de son origine géographique ou de son appartenance réelle ou supposée à une religion est incessante.

En octobre 2019, le ministre Blanquer n'hésitait pas à déclarer que "le voile en soi n'est pas souhaitable dans notre société", au mépris de la Constitution qui reconnaît le droit fondamental à la liberté religieuse. Aujourd'hui, dans notre département, nos élèves sont littéralement harcelé-es pour leurs tenues dites "inappropriées" alors que les DHG sont en baisse constante, que le financement interne de l'Éducation nationale ne cesse de diminuer et que nombre de familles peinent à vivre dans une précarité toujours plus aiguë.

A la demande d'émancipation de nos élèves, le gouvernement répond par le Service national universel (SNU), un dispositif de soumission et de militarisation de la jeunesse. Dans ce contexte, Valérie Pécresse n'a pas trouvé meilleure idée que de changer le nom du *lycée Angela-Davis*

parce que selon la présidente de la région Île-de-France la célèbre autrice et militante pour les droits civiques a la « conviction que le racisme est une affaire systémique ». Un racisme très certainement décomplexé.

La montée sans entrave de l'extrême-droite met en danger les vies de nos élèves et de nos collègues. Devenu Ministre de l'Éducation Nationale, Pap Ndiaye a oublié ce qu'il dénonçait si justement dans sa carrière de chercheur. Et pourtant, c'est ce déni et la course aux idées et politiques d'extrême-droite qui expliquent les soulèvements qui ont lieu en ce moment. Trop peu nombreux sont celles et ceux qui s'offusquent qu'un député RN, Roger Chudeau, préside à l'assemblée nationale la "Mission d'information chargée de dresser un panorama et un bilan de l'éducation prioritaire".

Les annonces du Président sur l'école, décidées à nouveau sans concertation, passent à côté des enjeux et ne répondent pas à la question pourtant centrale des moyens. La pénurie de recrutement de personnels du pôle médico-social, d'AED, d'AESH, la casse du lycée professionnel sont autant de signes de la brutalité de l'institution. SUD éducation revendique une véritable politique sociale pour renforcer les services publics sur l'ensemble du territoire.

À l'heure où la situation réclame des réponses politiques urgentes et immédiates pour protéger nos élèves et faire cesser le déchaînement répressif organisé par le pouvoir, dans la rue comme dans les tribunaux (où des peines disproportionnées avec mandats de dépôt sont prononcées en comparutions immédiates), Macron accuse une nouvelle fois les victimes en appelant "les parents à la responsabilité". Une inversion de la faute sidérante de cynisme. Il est temps d'en appeler à la responsabilité du président et de ses ministres dans la gestion autoritaire et coloniale d'un nouvel épisode de contestation et de colère légitimes.

Alors que des milices fascistes arpentent les rues, que les syndicats policiers majoritaires revendiquent le droit de tuer impunément, alors que le discours public promeut un racisme décomplexé, le besoin est urgent d'un sursaut d'humanité, qui passera nécessairement par l'école.

**Pas de justice, pas de paix.**

**SUD éducation 93**

 **Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, 93200 Saint-Denis**

 **01.55.84.41.26 / 06.88.66.47.23**  **contact@sudeducation93.org**